Burundi : L’opposition mécontente de la reconduction de certains ministres

@rib News, 02/09/2010 â€“ Source APALâ€™opposition burundaise rÃ©unie au sein de lâ€™Alliance des DÃ©mocrates pour le Changement (ADC-Ikibiri) qui continue de contester les derniÃ¨res Ã©lections, a qualifiÃ© de "catastrophique" la reconduction de certains ministres, notamment celui de lâ€™IntÃ©rieur que cette coalition de 12 partis accuse dâ€™avoir maltra les partis politiques par trop dâ€™ingÃ©rence dans leur gestion interne.Selon Chauvineau Mugwengezo, porte parole de lâ€™A qui sâ€™est retirÃ© du processus Ã©lectoral en cours au Burundi, "cela signifie quâ€™il nâ€™y aura pas de dialogue car câ€™ qui sâ€™est illustrÃ© par des pratiques visant Ã diviser et Ã casser les partis dâ€™opposition et la sociÃ©tÃ© civile". Il a invitÃ lâ€™Etat Ã procÃ©der Ã un lÃ©ger remaniement.
Cependant, les commentateurs sont unanimes pour dire que ce gouvernement respecte la prescription de la Constitution en termes dâ€™Ã©quilibre ethnique et du genre.Lâ€™Ã©quipe compte en effet, Ã peu prÃ¨s 60% de ministres de lâ€™ethnie h hutu et 40% issus de lâ€™ethnie tutsie, lâ€™ethnie minoritaire des batwas (pygmÃ©es) nâ€™Ã©tant pas reprÃ©sentÃ©e.Ces d Ã©tÃ© cependant cooptÃ©s Ã lâ€™AssemblÃ©e nationale, au SÃ©nat et dans les conseils communaux. Sâ€™agissant de lâ€ le nouveau gouvernement compte 9 femmes sur 21 (soit 42 %), comme le stipule la Constitution qui prÃ©conise un minimum de 30%.Cependant, les femmes regrettent quâ€™elles ne soient pas reprÃ©sentÃ©es au plus haut sommet de lâ€™ExÃ©cutif comme câ€™Ã©tait le cas au cours du premier mandant de Pierre Nkurunziza oÃ¹ des femmes occupaient non seulement la deuxiÃ¨me vice-prÃ©sidence mais Ã©galement la prÃ©sidence du Parlement.Mais certains observateurs estiment quâ€™elles peuvent se rÃ©jouir car ayant hÃ©ritÃ© de grands ministÃ¨res notamment le dÃ©partement des Finances, Justice, la SantÃ©, le Commerce, lâ€™Industrie, les Postes et le Tourisme, lâ€™Agriculture et lâ€™Elevage, les TÃ©lÃ©comm Fonction publique, le Travail et la SÃ©curitÃ© sociale, la SolidaritÃ© nationale, les Droits de lâ€™homme et le Genre, la Communication et les tÃ©lÃ©communications. Les portefeuilles ministÃ©riels sont passÃ©s de 26 Ã 21, rappelle-t-on.Cette fusion de dÃ©partements ministÃ©riels, conÃ§ue pour diminuer les dÃ©penses, ne sera pas pour autant efficace dâ€™aprÃ¨s certains observateurs. Câ€™est ainsi que lâ€™intÃ©gration du ministÃ¨re de la lutte contre le Sida au ministÃ¨re de la SantÃ© e dÃ©criÃ©e par les dÃ©fenseurs de la lutte contre ce flÃ©au qui estiment que cela ne rendra pas cette lutte efficace, dâ€™autan plus que ce secteur connaÃ®t dÃ©jÃ des problÃ¨mes Ã©normes.